



EXTRÊME DROITE

**ON A DÉJÀ
ESSAYÉ !**

EXTRÊME DROITE

Ne nous y trompons pas, les travailleurs ont déjà essayé l'extrême droite au pouvoir et la subissent aujourd'hui en France, en Europe et dans plusieurs pays du monde.

En plus des restrictions des droits et libertés civiles, du contrôle des médias... l'extrême droite au pouvoir s'en prend systématiquement aux droits des travailleurs.

Le RN propose de permettre (sans obligation donc) aux employeurs d'augmenter les salaires de 10%... mais en exonérant cette augmentation de cotisations sociales. Ce n'est que le retour du « travailler plus pour gagner plus » de Sarkozy. Cette politique d'exonération est mise en œuvre sans discontinuer depuis 40 ans avec comme principal résultat l'assèchement des ressources de la sécurité sociale et donc un accès aux soins de plus en plus difficile (moins de lit d'hôpitaux, moins de maternités, moins de médecins...).

CE QUE NOUS VOULONS : un smic à 2000€ brut indexé automatiquement sur l'inflation

ainsi qu'une augmentation de l'ensemble des salaires pour éviter que les grilles de salaires soient écrasées. Aucune grille dans le privé ou le public ne devant commencer en dessous du smic.

Le RN propose de baisser la tva de 20% à 5,5% sur les produits énergétiques en tant que produits de première nécessité. Dans le même temps il s'oppose au contrôle des prix. Or, sans lui, cette baisse n'entraînera qu'une augmentation des marges des entreprises. Ce contrôle des prix est possible, il existait en France jusqu'au milieu des années 80 et a été remis en place en 2020 par Bruno Lemaire lui-même pour les masques chirurgicaux et le gel hydroalcoolique.

CE QUE NOUS VOULONS : réduire la TVA à 5,5% sur les produits de première nécessité en contraignant les entreprises

à répercuter immédiatement cette baisse sur les prix et en instaurant un blocage des prix.

Entre autres mesures fiscales, le RN propose l'exonération d'impôt (y compris sur les sociétés) pour les moins de 30 ans. Cette mesure est profondément injuste, seuls 44% des foyers sont imposables à l'impôt sur le revenu ; ce qu'il nous faut ce sont des impôts progressifs prenant en compte la faculté contributive quel que soit l'âge.

De même la baisse des droits de succession et de donation, le renforcement des aides fiscales aux détenteurs de monuments historiques aggraverait les inégalités de patrimoine. Ce que nous voulons : un impôt sur le revenu véritablement progressif (avec 14 tranches de 0% à 65%) y compris pour les revenus issus de la rente

(dividendes) et de la spéculation (plus-values) qui sont aujourd'hui imposés à un taux unique, qui représente pour les plus riches un véritable prix d'ami.

Les cadeaux fiscaux du RN concernent aussi les entreprises avec la suppression de la cotisation foncière des entreprises. Celle-ci ayant rapporté 8,7 milliards d'euros en 2022 payés par 3,7 millions de redevables.

CE QUE NOUS VOULONS :

renforcer l'impôt sur les sociétés en le modulant en fonction des politiques d'emploi, de salaires, d'égalité, de respect de l'environnement... menées par l'employeur.

Renforcer la contribution des entreprises au financement des collectivités territoriales ; cette contribution représentait 25% des contributions locales en 2019 contre 44% en 2005.

Pour cela nous proposons de transformer l'impôt économique local en impôt pour l'emploi et le développement solidaire des territoires.

Pour financer ses promesses, l'extrême droite en général et **le RN en particulier propose** deux leviers :

1. lutter contre la fraude sociale. Celle-ci entendue généralement comme fraude aux prestations et non aux cotisations et recouvrements. En plus de ne cibler que les plus faibles, cette lutte est budgétairement moins efficace, les fraudes aux cotisations et paiement étant beaucoup plus élevées (2,8 milliards pour les prestations, 8 milliards pour les cotisations non versées) ; sans oublier la fraude fiscale qui dépasse les 100 milliards d'euros.
2. Réserver les prestations (logement, santé, allocations...) aux seuls Français. Lié au projet

de l'extrême droite sur la citoyenneté de supprimer le droit du sol pour le droit du sang, cela reviendrait à conditionner les aides sociales au « sang » du travailleur.

En plus d'être raciste, cette politique serait budgétairement inefficace (les études montrent que les immigrés contribuent davantage qu'ils ne perçoivent) et affaiblirait par la division l'ensemble des travailleurs dans leur combat quotidien pour défendre ou arracher de nouveaux droits.

Quelque soit le secteur, les intérêts des travailleurs et des employeurs sont divergents, et c'est cette opposition qui est niée par l'extrême droite pour le plus grand profit du patronat.

Pour arracher de nouveaux droits, il faut chercher l'argent là où il est, et ce n'est pas dans la poche des immigrés.

L'extrême droite à l'Assemblée nationale on a déjà essayé :

Les députés Rassemblement national siégeant à l'assemblée ont voté contre le gel des loyers,

En 2021 le Parlement approuve une proposition visant à obliger les entreprises à identifier et corriger les conséquences les plus néfastes (travail forcé, environnement...) de leur activité y compris de leurs sous-traitants (devoir de vigilance). Des associations comme Oxfam s'en félicitent. Parmi les partis politiques français, seul... le RN s'y oppose.

L'extrême droite à la tête de municipalités on a déjà essayé :

à Hénin Beaumont, le maire FN fraîchement élu en 2014 a décidé de mettre fin à la subvention et à la mise à disposition d'un local à la Ligue des Droits de l'Homme. De même, il refuse en 2015 d'octroyer un stand au marché de Noël pour le Secours Populaire.

A Fréjus, sous la mandature du maire RN, les centres sociaux ont été fermés.

L'extrême droite au pouvoir on a déjà essayé (en Pologne, en Autriche, en Italie, en Hongrie...):

En Hongrie, l'extrême droite promulgue en 2018 une loi (que nos camarades Hongrois ont qualifié d'esclavagiste) permettant



LE RETOUR DU « TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER PLUS » DE SARKOZY

contre l'augmentation du smic, contre l'augmentation des minimas sociaux, contre le blocage des prix, contre la régulation des Airbnb...

L'extrême droite au Parlement européen on a déjà essayé : lors du vote d'une résolution pour promouvoir le statut de salarié des travailleurs des plateformes de livraison le RN s'est abstenu.

aux patrons de «demander» 400 heures supplémentaires par an (l'équivalent de deux mois de travail supplémentaires) payables ... 3 ans plus tard. Cette mesure vient après une réforme du code du travail en 2012 qui permet aux entreprises de forcer les travailleurs à accomplir des heures supplémentaires en cas de pic d'activité.



En Italie l'extrême droite annonce (le 1er mai !) la suppression du revenu de citoyenneté et son remplacement par un chèque inclusion au périmètre beaucoup plus limité «pour faire la différence entre ceux qui sont capables de travailler et ceux qui ne le sont pas», il a une durée limitée à 18 mois ! Tout en prenant des mesures de précarisation des CDD et en rejetant une proposition de loi instaurant un salaire minimum alors que le salaire moyen des travailleurs italiens se situe 12% en dessous de la moyenne européenne.

En France, des prises de positions et des mesures d'extrême droite sont de plus en plus souvent le fait des gouvernements en place. On peut citer dernièrement : dans le recensement de la population, l'ajout d'une question sur le lieu de naissance des parents. Inutile et dangereuse, cette question est un premier pas vers une officialisation de la

catégorie « français de parents nés à l'étranger ».

La mise en place d'un algorithme à la CAF qui de fait cible les plus pauvres des allocataires pour les contrôles.

Sans parler du vote de la loi « immigration » ou des déclarations présidentielles et gouvernementales du début d'année considérant qu'il n'y a pas assez de naissances en France mais trop à Mayotte.

L'infusion de plus en plus large des idées d'extrême droite ne doit pas nous amener à relativiser notre combat spécifique, mais au contraire le renforcer. Nos gouvernants ne mènent pas la même politique avec des partis d'extrême droite à 3% ou 30% .

ATTENTION, le discours social de l'extrême droite n'est pas nouveau, mais au cœur de sa stratégie de conquête du pouvoir depuis son émergence il y a plus d'un siècle.

Ainsi au milieu des articles racistes antisémites et bellicistes, on

pouvait trouver les articles suivants dans le programme du NSDAP, le parti national-socialiste allemand d'Hitler :

La suppression des revenus obtenus sans travail et sans peine, l'affranchissement de la servitude capitaliste.

(...) la nationalisation de toutes les entreprises déjà groupées (trust)

(...) la participation aux bénéfices des grandes entreprises

(...) la réalisation d'un vaste système de retraites (...)

Le manifeste fasciste de Mussolini (dont se réclame plusieurs dirigeants de l'extrême droite italienne aujourd'hui) prévoyait :

La promulgation immédiate d'une loi d'État qui accorde à tous les travailleurs une journée légale de huit heures de travail.

Un salaire minimum.

La participation des représentants des travailleurs au fonctionnement technique des industries.

(...) Une modification nécessaire du projet de loi sur l'invalidité et l'assurance-vieillesse, l'abaissement de la limite d'âge pour les vieux travailleurs de 65 ans à 55 ans.

Évidemment, ces mesures ne furent jamais mis en œuvre, et la situation des travailleurs se dégrada inexorablement.

Malgré la reprise de revendications du mouvement ouvrier dans les textes, les politiques réellement mises en œuvre par l'extrême-droite au pouvoir ont toujours été au détriment des plus modestes, discriminantes et favorable au grand capital.

Contrairement à ce que beaucoup veulent nous faire croire, l'extrême droite on a déjà essayé, on a déjà donné ! Ça suffit !